

# Patrimoine bâti en péril

**MÉMOIRE** Des élus réclament une hausse de la manne fédérale pour préserver les constructions historiques.

PAR SEVAN PEARSON

Restaurée après quatre ans de travaux et dix millions de francs investis, l'Abbatiale de Payerne, joyau de l'art roman, rouvrira le 11 juillet. VINCENT MURITH



« Des bâtiments historiques vont inévitablement tomber en ruine et disparaître, car le budget pour les préserver est insuffisant. » La conseillère nationale Marie-France Roth-Pasquier (PDC, FR) est inquiète. Si la Confédération n'augmente pas son soutien financier à la préservation des monuments historiques, des fleurons du patrimoine comme le château de Gruyères (FR) et ceux de Valère et Tourbillon (VS) pourraient courir à une ruine lente et silencieuse. « Le Conseil fédéral estime qu'il faudrait 100 millions de francs par an pour éviter des pertes importantes. Or à l'heure actuelle, ce ne sont que 26 millions qui y sont alloués annuellement, et les bâtiments historiques en paient le prix », se désole l'élue gruérienne.



**“Investir dans la sauvegarde du patrimoine, c'est soutenir l'économie locale.”**

**STEFAN KUNZ**  
SECRETARE GÉNÉRAL  
DE PATRIMOINE SUISSE

La Suisse en fait-elle assez pour entretenir sa carte postale? C'est tout l'enjeu du débat qui aura lieu, cette fin de semaine, au sein de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national. Ses 25 membres passeront au crible le Message culture 2021-2024 du gouvernement (lire ci-

dessous). Et notamment le chapitre consacré à la sauvegarde du patrimoine bâti, qu'il s'agisse d'anciennes maisons rurales neuchâteloises, d'édifices religieux du canton de Fribourg ou de châteaux vaudois.

Au total, ce sont de deux à trois pour cent des constructions qui sont protégées en Suisse et qui nécessitent des fonds pour les préserver.

### **Une question d'identité**

Sur la table de la commission, plusieurs propositions d'augmenter le budget alloué aux monuments historiques, en raison de la charge financière que font peser les rénovations. « La restauration de l'Abbatiale de Payerne (VD), entre 2016 et 2020, a coûté environ dix millions de francs », illustre Stefan Kunz, secrétaire général de Patrimoine Suisse, organisation qui a, entre autres, pour but de sauvegarder le bâti historique. Si les travaux ne sont pas entrepris à temps, l'édifice se détériore et sa réfection devient trop chère, met-il en garde.

Pour étayer son point de vue, le responsable insiste sur l'attachement de la population à son patrimoine. « Lorsqu'une construction ancienne est endommagée – comme le pont de la Chapelle, à Lucerne, en 1993, ou Notre-Dame de Paris, en 2019, lors d'incendies –, une grande partie des gens sont bouleversés. » Pour Stefan Kunz, ce patrimoine fait en effet partie de l'identité et est essentiel dans le tourisme.

Anne Weibel, porte-parole de l'Office fédéral de la culture, abonde: « Les paysages culturels

préservés, les sites archéologiques et les villes, villages, quartiers et édifices historiques sont d'une importance capitale pour notre identité et la qualité de vie de notre pays. Ils jouent par ailleurs un rôle important pour l'image de la Suisse comme destination touristique. »

### **Soutien à l'économie locale**

Identité, tourisme, mais aussi économie locale: « Pour un franc injecté dans la préservation du patrimoine, ce sont de huit à neuf francs de retombées économiques indirectes », argumente Stefan Kunz. « Investir dans la sauvegarde du patrimoine, c'est soutenir l'économie locale et ses artisans spécialisés. »

Investir, oui, mais combien? La majorité de la commission soutient l'octroi d'une enveloppe supplémentaire de 50 millions de francs sur quatre ans. Plus modeste, Marie-France Roth Pasquier demande d'accroître le budget de cinq millions par an.

Après que la Confédération a dépensé des milliards pour amortir le choc de Covid-19, la hausse des crédits suscite des résistances. Ainsi, l'UDC est fermement opposée à toute augmentation des budgets. « L'Etat ne peut pas se permettre de dépenser toujours davantage dans chaque domaine », tranche Diana Gutjahr (UDC/TG), membre de la commission de la culture du Conseil national. « N'oublions pas que la population suisse va souffrir durant des décennies de la politique budgétaire

généreuse de la Confédé-

ration dans le contexte du coronavirus.»

Pour la Thurgovienne, la sauvegarde du patrimoine n'incombe pas aux autorités fédérales, mais aux cantons et aux communes. Ce qui est déjà le cas à l'heure actuelle, puisqu'ils financent partiellement les coûts de préservation du patrimoine bâti, aux côtés des propriétaires privés. Quant à l'argument du soutien à l'économie locale, Diana Gutjahr le balaie. «Lors des appels d'offres publics, les autorités doivent privilégier les acteurs régionaux. Malheureusement, elles ne le font pas assez», déplore-t-elle. «Si l'on injecte simplement de l'argent dans le système, il y a le risque que des travaux soient menés sans coordination, et sans qu'ils ne soient forcément nécessaires.»

## Budget en baisse

Une position qui n'a pas de quoi rassurer Marie-France Roth-Pasquier: «Je crains que certains membres de la commission demandent une baisse du budget dans le cadre du Message culture 2021-2024.» Si une telle décision était prise, ce ne serait, cependant, pas la première fois. En 1995, le crédit d'engagement disponible pour le patrimoine culturel et les monuments historiques s'élevait à 45,2 millions de francs, et il a diminué depuis.

Comment expliquer une telle baisse? Pour Stefan Kunz, «d'autres thèmes que le patrimoine bâti tendent à occuper le devant de la scène, comme la question climatique. La capacité financière de certains cantons a également diminué», explique le responsable.

## Le Message culture: de quoi s'agit-il?

Le 26 février, le Conseil fédéral adoptait le Message culture 2021-2024. Ce document définit la politique culturelle de la Confédération pour les années à venir. Une enveloppe de 934,5 millions est prévue, avec «trois axes stratégiques»: participation culturelle, cohésion sociale, création et innovation. Il s'agit ainsi de soutenir, entre autres, la formation musicale, les échanges scolaires entre régions linguistiques ou encore la préservation du patrimoine et la culture du bâti. Le gouvernement souhaite, en outre, mettre l'accent sur la transformation numérique dans la culture. Ce message est actuellement discuté en commissions parlementaires, avant d'être traité par les Chambres fédérales en automne.

# «Les bâtiments documentent le passé»



TROIS QUESTIONS À...

**STANISLAS RÜCH**

CHEF DU SERVICE DES BIENS CULTURELS DU CANTON DE FRIBOURG

Stanislas Rüch est en charge des Biens culturels du canton de Fribourg, une région connue pour son patrimoine historique religieux très important.

### Pourquoi est-il si important de conserver le patrimoine?

Ce dernier est étroitement lié à l'identité d'une société. Celle-ci a besoin d'un ancrage dans le temps et de pouvoir se raconter sa propre histoire. On peut établir une analogie avec la mémoire des événements: lorsque les témoins vivants disparaissent, il faut pouvoir se souvenir du passé à travers des documents ou des

écrits. Les bâtiments documentent le passé. Dans le canton de Fribourg, par exemple, le patrimoine religieux raconte à lui seul l'évolution de la société du Moyen-Âge au début du XXe siècle. Quant au patrimoine rural, il nous fait comprendre l'économie et la vie dans les campagnes.

### Combien coûte la préservation du patrimoine bâti dans le canton de Fribourg?

Les subventions cantonales et fédérales se sont montées à un peu plus de 2,7 millions de francs en 2019 et sont destinées exclusivement à cer-

tains types de travaux. Elles ne représentent qu'une partie de tout l'argent engagé dans la conservation du patrimoine bâti. Ainsi, pour chaque franc subventionné, ce sont 17 francs investis dans ce but. Au total, il s'agit donc de 45 millions de francs environ. Le solde est pris en charge par les propriétaires, que ce soient des communes, des paroisses ou des privés. C'est un échange de bons procédés: ils reçoivent ces subventions et contribuent à la préservation du patrimoine qui est d'intérêt public. Il est donc normal que les frais soient partagés.

### Quels sont les types de bâtiments à préserver?

Toute construction qui a une signification pour la société, qu'il s'agisse de bâti industriel, ferroviaire, religieux, privé, alpestre ou rural. En tant que chef du Service des biens culturels, ma journée de visites sur le terrain peut être très variée: cloche d'église, ferme, cheminée, maison de maître, première habitation ouvrière à Morat, château de Gruyères... La perception de la société sur son patrimoine évolue également. Ainsi, on s'intéresse désormais à sauvegarder des constructions d'après-guerre.